



Le GREAT Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 099

"Réfléchir à changer"

Mars 2019

Impacts des politiques économiques sur la croissance économique au Mali

Boubacar BOUGOUDOGO, Moussa COULIBALY

Editorial



L'évolution de la croissance du Mali depuis 1981 permet de sérier cette croissance en cinq grandes périodes. En effet, l'on remarque une période de récession avec un taux de croissance de -0.2% entre 1981-1985 correspondant à la coexistence d'un secteur privé à côté d'un secteur public puissant, l'intervalle 1986-1992, voit un certain redressement économique avec un taux de croissance annuel moyen de 2%, la période 1993-2000 avec un taux de croissance de 3.9%, la période de "plein emploi" avec un taux annuel moyen de 5.6% entre 2001 et 2011 et enfin, la période 2012-2016 avec un taux

de croissance bas de 4% comparativement à la période de plein emploi.

L'application de la modélisation en équilibre général calculable a consisté à construire une MCS, à calibrer le modèle et à procéder aux simulations à partir de 5 scénarios que sont : l'augmentation de 10% des subventions aux engrais dans le cadre de la politique agricole, la rationalisation des exonérations se traduisant par une augmentation des recettes de l'Etat, le renforcement de la protection commerciale de certains produits agricoles et agroalimentaires, l'augmentation de l'offre de travail de 10% en faveur des différents secteurs économiques et enfin l'augmentation des dépenses publiques de 10%.

Si les scénarios 2 et 5 ont des impacts positifs sur la croissance, il n'en est pas de même pour les scénaris 1 et 4 qui ont plutôt des impacts négatifs sur la croissance au niveau macroéconomique.

Massa Coulibaly

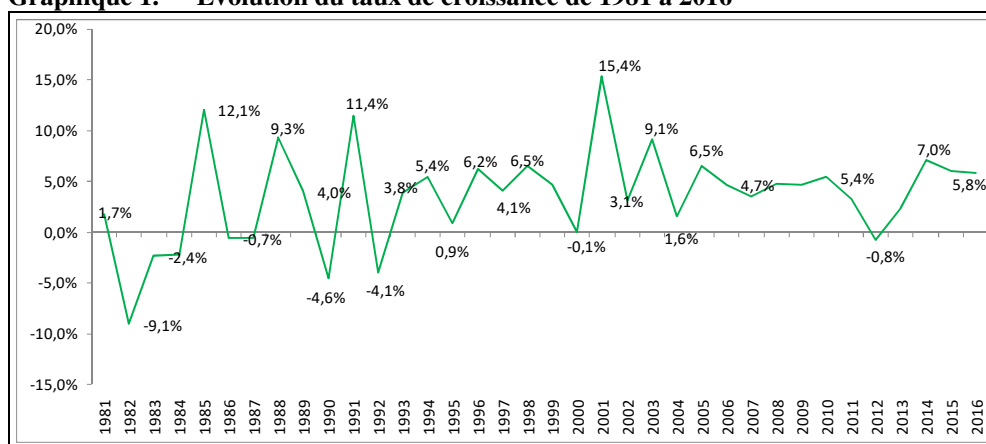
Introduction

Le présent rapport sur l'impact des politiques économiques sur la croissance abordera successivement la caractérisation de la croissance au Mali en mettant en relief l'évolution de la croissance, la périodisation de la croissance et les réformes économiques en lien avec la croissance, ensuite la mesure d'impacts de politiques économiques à travers les outils de mesure et les données utilisées, les scénarios de simulation et finalement l'analyse des résultats de simulation avant d'aborder des éléments de conclusions et de formuler des recommandations.

1. Evolution de la croissance

Le taux de croissance du Mali, évalué sur une base annuelle, évolue en dents de scie entre 1981 et 2016 passant de 1.7% à 5.8% (Graphique 1). L'économie malienne a été marquée par une forte volatilité de sa croissance en 1981 et 1992, l'économie n'ayant pas connu plus de deux années successives de croissance. En effet, se succèdent les années de croissance avec des années de récession par exemple la forte croissance de 1985 est suivie par la récession de 1986 et de 1987 (12.1% et -0.7%), la diminution de 1990 (-4.6%) est suivie de la croissance de 11.4% de 1991.

Graphique 1. Evolution du taux de croissance de 1981 à 2016



Source : INSTAT, Comptes nationaux, 2017

2. Périodisation de la croissance

L'observation du trend de l'évolution de la croissance depuis 1981 permet de sérier l'économie malienne en cinq grandes périodes. Premièrement, l'on remarque une période de récession avec un taux de croissance de -0.2% entre 1981-1985. La seconde période, correspondant à l'intervalle 1986-1992, voit un certain redressement économique avec un taux de croissance annuel moyen de 2%. C'est la période de la reprise après l'implémentation des Programmes d'ajustement structurel (PAS). La troisième période se situe entre 1993 et 2000. Ici, l'on assiste à l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale et des OMD à l'échelle mondiale. Pendant cette période, l'économie a connu un taux d'accroissement annuel de 3.9% presque le double de celui de la période précédente. La période 2001-2011, correspondant à la quatrième, fut une période

d'embellie économique avec un taux de croissance de 5.6% en moyenne par an. Elle pourrait être considérée comme une période de plein emploi. La chute du régime d'Amadou Toumani Touré et la recrudescence de la rébellion et de l'insécurité caractérisent la période 2011-2016. Malgré cette double crise, le Mali a connu un taux de croissance annuel moyen de 4% avec une récession enregistrée en 2012.

3. Cadrage macroéconomique de l'économie malienne

3.1. Modèle d'équilibre général

Il est fréquent de retrouver dans la littérature l'utilisation des MEGC pour mesurer les impacts des politiques économiques aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement. Cela s'inscrit dans le but de répondre à un certain nombre de questionnements à savoir :

- les politiques menées sont-elles bonnes ?
- quels sont les effets desdites politiques ?
- faut-il les réorienter ?
- les modalités d'application et de décaissement sont-elles adoptées ?

3.2. Présentation de la MCS

Le modèle ici présenté s'applique à une matrice de comptabilité (MCS) décrivant l'économie malienne tant sur l'aspect de la production et de la demande que sur les relations institutionnelles. Elle est élaborée par GREAT. L'année de référence est 2010. Elle comporte 67 comptes dont 18 branches productives avec 6 agricoles (les cultures vivrières, le riz, les cultures de rente, le coton, l'élevage, la sylviculture), la mine, l'agroalimentaire, le textile, les autres manufacturés, l'énergie, les BTP, le commerce, le transport, les autres services marchands, la banque, les services non marchands et le carburant; deux types de facteurs de production subdivisés chacun en deux (le capital agricole et non agricole et le travail qualifié et non qualifié), cinq ménages représentatifs (ménage salarié, ménage agricole, ménage commerçant, ménage artisan et ménage inactif), une firme, un gouvernement ou Etat et un reste du monde (RDM), un marché intérieur et un marché extérieur. Les comptes en ligne reçoivent les paiements de comptes en colonne.

3.3. Scénarios de simulations

Le modèle utilisé permet de simuler les impacts de toutes les politiques mises en œuvre. Dans le cas du Mali, l'accent est mis sur le CREDD, le CSCR et des politiques sectorielles telles que la politique agricole, la politique minière, etc. Toutes ces politiques ont pour objectif final de propulser la croissance et améliorer le bien-être de la population.

4. Résultats de modélisation en équilibre général calculable

Au plan macroéconomique l'augmentation des droits et taxes à l'importation de certains produits agricoles et agroalimentaires, devrait être sans effet sur le PIB à l'opposé des deux autres politiques. La politique agricole se traduisant par une augmentation des subventions

aux intrants dans le cadre du transfert public aux ménages agricoles et l'augmentation de l'offre de travail exercent des effets négatifs tandis que la politique fiscale d'augmentation des recettes de l'Etat dans le cadre de la rationalisation des exonérations à travers l'augmentation des prix à l'importation et l'augmentation des dépenses publiques ont des effets positifs. Parmi les impacts négatifs, on assiste à une plus grande décroissance du PIB pour la politique de l'emploi comparativement à la politique agricole. Quant aux deux autres politiques à savoir ; la politique fiscale et la politique d'augmentation des dépenses publiques, le PIB a augmenté presque dans la même proportion.

L'analyse des résultats sous l'angle sectoriel montre que la politique agricole profite à presque tous les secteurs productifs à l'exception de la sylviculture, des BTP, des services et du carburant. Ces quatre secteurs ont connu une baisse de la valeur ajoutée avec les plus faibles scores enregistrés au niveau des services marchands, soit (-3,24%), de la sylviculture (-0,20%), de BTP (-0,07%) et (-0,25%) pour le carburant. Cependant, le transport a vu augmenter sa valeur ajoutée avec le plus grand score, soit 0,90% suivi du secteur des textiles avec 0,48% et de l'élevage avec 0,48%. En matière de rendement du capital productif, excepté l'industrie et le secteur finance/ banque, tous les autres secteurs qui, ont vu leur valeur ajoutée augmentée, ont également vu leur rendement de capital augmenté pour le même scénario. Les résultats montrent que les secteurs agricoles ont plus vu le rendement de leur capital augmenté avec le plus grand score au riz, soit 0,85% suivi de la rente avec 0,77% puis de l'élevage avec 0,75%. Le service et le carburant sont les deux secteurs ayant le plus négativement profité pour le rendement du capital avec respectivement -4,9% et -2,39% de score.

En gros, le taux de salaire a baissé dans les scénarios 1 et 4. Il a augmenté avec les scénarios 2 et 5 mais le 3 reste sans effet sur le taux de salaire. Le taux de salaires non qualifié a connu une baisse pour le deuxième scénario seulement avec un score de (-0,77%). C'est au scénario 2 que le taux de salaire non qualifié a le moins augmenté. La recette totale publique se voit augmenter pour les trois premiers scénarios avec le plus grand score, soit 1,20% pour le scénario 2 et respectivement 0,02 et 0,03 pour le premier et le troisième scénario. Le cinquième scénario est celui avec lequel le gouvernement connaît la plus grande perte de recettes soit (-0,96%). Quel que soit le scénario, les ménages ont dû souffrir d'une augmentation de taxe sur leurs revenus. C'est seulement au premier scénario que l'on constate une légère augmentation des taxes sur les entreprises. Le scénario 4 est le seul dans lequel tous les types de ménages ont augmenté de revenu avec le plus grand score chez les artisans soit (2,64%) et le plus faible pour les autres (inactif) soit 1,47%. Dans le scénario 5, en plus d'autres ménages, les ménages salariés ont été frappés par une diminution de revenu.

Conclusions

Au regard des résultats, l'on pourrait recommander: de revoir la politique de subvention agricole puisque cette politique ne semble pas avoir d'impacts sur la croissance du PIB. Même si elle bénéficie plus aux ménages agricoles et d'augmenter les dépenses publiques d'investissements dans les secteurs éducatifs et sociaux ainsi que les grands travaux. Il est reconnu que la dépense publique est indispensable dès lors que le fonctionnement des marchés privés ne permet pas d'atteindre le bien-être collectif.